

**Question écrite n°2193** - Sujet : Prise en charge par l'assurance dépendance d'applications de communication alternative et augmentative

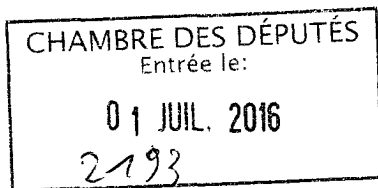
**Auteur(s)** : Madame Josée Lorsché, Députée; Monsieur Gérard Anzia, Député

**Destinataire(s)** : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

**Date limite de réponse à la question** : 01-08-2016

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
01-07-2016	Dépôt de la question	Document écrit de la question
26-07-2016	Réponse écrite de Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale	Document écrit de la réponse



**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la**  
**Chambre des Député-e-s**

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2016

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre de la Sécurité sociale** concernant la prise en charge par l'assurance dépendance d'applications de communication alternative et augmentative.

Actuellement la liste des aides techniques prises en charge par l'Assurance dépendance prévoit des aides à la communication face-à-face dont, entre autres, des « appareils de communication portables » comprenant les écrans digitaux, les sorties papier et les synthèses vocales, voire les « logiciels permettant la communication face-à-face ».

A côté de ces logiciels et de leur support respectif, on pourrait aussi envisager le téléchargement d'applications d'aide à la communication, souvent moins coûteuses, sur des supports grand public comme les tablettes tactiles ou les smartphones. Ces supports pourraient en même temps servir de télécommande pour contrôler par exemple diverses fonctions du logement d'une personne dépendante ( stores, lumières, matériel audiovisuel etc. ).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1. **Ne serait-il pas judicieux de suivre le progrès technologique en la matière et d'élargir la panoplie des moyens d'aide à la communication pris en charge par l'assurance dépendance par des applications téléchargeables sur tablettes tactiles et smartphones grand public, solution moins chère et également moins stigmatisante ?**
2. **L'expertise de l'Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s ( l'asbl ADAPTH ) est-elle systématiquement sollicitée dans ces cas de figure ?**
3. **De façon générale, Monsieur le Ministre entend-il encore renforcer la collaboration avec l'asbl ADAPTH afin de faire profiter les personnes dépendantes de façon optimale de son expertise? Quelle est dans ce contexte l'évolution du nombre de demandes formulées à l'adresse de l'asbl ADAPTH dans le cadre de l'assurance dépendance au cours des cinq dernières années ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

**Josée LORSCHÉ**  
Députée

**Gérard ANZIA**  
Député



Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de la Législation  
43, Boulevard Royal  
L-2450 LUXEMBOURG**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

27 JUIL. 2016

Luxembourg, le 26 juillet 2016

**Référence :** 817x902d3

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 2193 de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia datée du 1<sup>er</sup> juillet 2016

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe ma réponse à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire n° 2193 de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia datée du 1<sup>er</sup> juillet 2016





LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale



**Référence :** 804xca5ed

**Réponse du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 2193  
de Madame la députée Josée Lorsché et Monsieur le député Gérard Anzia  
datée du 1er juillet 2016**

**LISTE DES AIDES TECHNIQUES PRISES EN CHARGE PAR L'ASSURANCE DÉPENDANCE**

Selon les articles 356 et 357 du Livre V du Code de la sécurité sociale, la mise à disposition ou l'acquisition d'aides techniques à domicile ou en établissement sont faites à la suite d'un avis de la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance qui détermine le type d'aide technique ainsi que les activités de conseil s'y rapportant.

Les aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance sont inscrites sur une liste proposée par la commission consultative et arrêtée par règlement grand-ducal. (RGD du 22.12.2006).

Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, il est prévu de revoir la liste des aides techniques prises en charge, dont les aides à la communication, afin d'y amener les adaptations nécessaires en tenant compte des progrès technologiques en la matière.

Les différents partenaires réalisant des expertises pour le compte de la CEO de l'assurance dépendance seront consultés à partir de mi-septembre. Les rencontres et consultations des associations de personnes concernées se feront à la même période afin qu'elles puissent fournir leurs observations, remarques et suggestions par rapport aux aides techniques prises en charge par l'assurance dépendance. Certaines prises de contact sont déjà en cours.

Etant donné que les aides techniques spécifiques dépassant les objets de consommation courants contribuent à une meilleure autonomie de vie des personnes concernées et que le dernier remaniement de la liste date de l'année 2006, il est évident qu'une analyse s'impose dans le cadre de la réforme sur l'assurance dépendance.

**DETERMINATION DES MODELES APPROPRIES**

En cas de demande d'une aide à la communication, l'expert de la CEO rencontre le demandeur afin de déterminer la nécessité d'une aide à la communication de même que le modèle adapté au mieux aux besoins, aux capacités et à la situation du demandeur.



Le choix du ou des modèles requis dans le domaine de la communication verbale ou écrite se fait en concertation avec le demandeur, en connaissance de ses besoins et de ses capacités ainsi qu'avec son entourage.

Si le demandeur est en contact avec des professionnels de santé (médecins, logopèdes, orthophonistes,...), s'il fréquente un institut ou un service spécialisé (centres de rééducation, services ou institutions du secteur handicap, services de rééducation précoce, éducation différenciée, etc.), la CEO s'appuie sur l'avis de ces professionnels afin de profiter de leurs connaissances relatives aux besoins et à la situation de vie de la personne concernée.

### **EXPERTISES ET COLLABORATION CEO - ADAPTH**

La CEO peut recourir aux services de l'ADAPTH<sup>i</sup> en tant qu'expert pour les adaptations du logement et les aides techniques.

Actuellement, l'ADAPTH est surtout sollicitée pour les adaptations du logement. Néanmoins, si la spécificité de la situation l'exige et si les experts de la CEO souhaitent s'adjoindre des compétences supplémentaires de l'ADAPTH, une intervention de leur part est sollicitée.

Cette collaboration de longue date (la CEO est liée depuis l'année 1999 par un contrat de collaboration à l'ADAPTH), a d'ailleurs permis à la CEO de solliciter l'ADAPTH quand une expertise spécifique était nécessaire.

D'après les chiffres fournis par l'ADAPTH, 5 expertises en relation avec les aides à la communication et 5 expertises concernant les ordinateurs ont été réalisées entre janvier 2011 et juin 2016 pour le compte de la CEO.

Il est à préciser qu'en dehors de l'ADAPTH, la CEO peut s'adjoindre d'autres experts afin de déterminer au mieux les besoins du demandeur et le type d'aide à la communication approprié à sa situation.

Ainsi il existe des contrats de collaboration avec l'IDV (Institut pour déficients visuels), le SOP (Service d'Orthoptie) et le SAP (Service audiophonologique) afin de réaliser les expertises nécessaires en matière d'aides visuelles et auditives pour le compte de la CEO.

La CEO continuera à s'appuyer sur l'ensemble des partenariats qui ont jusqu'à présent fait leur preuve. Néanmoins la réforme sera l'occasion de vérifier s'il existe des opportunités d'amélioration pour une adaptation, au plus juste, des besoins en constante évolution.

La mise à disposition des aides à la communication et de tous les accessoires nécessaires est gratuite au Luxembourg et aucune charge financière n'incombe au bénéficiaire. Les frais de location pris en charge incluent également tous les frais relatifs aux réparations éventuelles et à la maintenance. Seules les convenances personnelles engendrant des frais supplémentaires sont à charge du bénéficiaire.



## EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPERTISES DE L' ADAPTH POUR LA CEO

En ce qui concerne les expertises pour aides techniques, l'ADAPTH a été sollicitée de janvier 2011 à juin 2016 pour les types d'aides techniques suivants (chiffres fournis par l'ADAPTH) :

Types d'aide technique	Nombre d'expertises (2011 – juin 2016)
Aides à la communication	5
Ordinateur	5
Fauteuil roulant électrique	6
Voiture	8
AT en relation avec les transferts et les déplacements (lève-personnes avec rails, motorisation de portes,...)	17
Contrôle de l'environnement	33

En ce qui concerne les expertises en général, l'ADAPTH a été sollicitée de janvier 2011 à juin 2016 pour les types de demandes suivants (chiffres fournis par l'ADAPTH) :



Année	Total demandes	Total aménagement	SdBains	Douche	ChNvInt	AccExt	Autre	Logem	NvConst	CoAnnx	Cuisine	AT	2e bénéf.
2011	238	294	125	63	23	22	22	5	16	2	2	13	1
2012	230	260	95	82	15	26	9	4	10	4	2	13	0
2013	282	324	98	115	25	27	13	3	16	4	3	20	0
2014	284	303	81	131	27	21	8	0	18	3	3	9	2
2015	256	266	64	118	24	18	8	0	15	1	2	14	2
2016 (- juin)	157	168	32	86	15	14	2	1	10	0	2	6	0

Légende	Types de demande
AT	Aides techniques
Cuisine	Adaptation de la cuisine
CoAnnx	Construction d'une annexe
NvConst	Nouvelle construction
Logem	Elaboration d'un concept général « adaptation de logement »
AccExt	Accès extérieur
ChNvInt	Changement de niveau interne
Douche	Adaptation de la douche
SdBains	Adaptation de la salle-de-bain

<sup>i</sup> « Association pour le Développement et la Propagation d'Aides Techniques pour Handicapé(e)s ». A.s.b.l. créée en 1985, conventionnée depuis 2000 par le Ministère de la Famille, expert de la CEO en matière d'adaptations du logement et d'aides techniques plus spécifiques. Existence d'un contrat de collaboration depuis 1999.